

# Mobilisation contre la sécheresse

La conférence de Rio+20 a été l'occasion d'aborder la question de la durabilité sous différents aspects. Les thèmes de « l'économie verte en vue de l'éradication de la pauvreté » et « la gouvernance internationale » ont fait l'objet de réflexions poussées. La Conférence a également fait ressortir d'autres thèmes clés, tels ceux de l'eau, de l'énergie, du changement climatique et de la biodiversité.

En préparation à Rio+20, Djibouti a mis l'accent sur la question de l'énergie : il s'agissait de valoriser sa politique énergétique, qui s'appuie sur des sources renouvelables. Le pays est aussi fortement concerné par les autres thèmes clés.

L'occasion m'a été offerte de visiter des projets d'aménagement hydrauliques et agro-pastoraux en relation avec la question de l'eau et de l'adaptation aux changements climatiques, dans trois régions de Djibouti. Voici les constats que j'en fais et les enseignements que j'en tire.

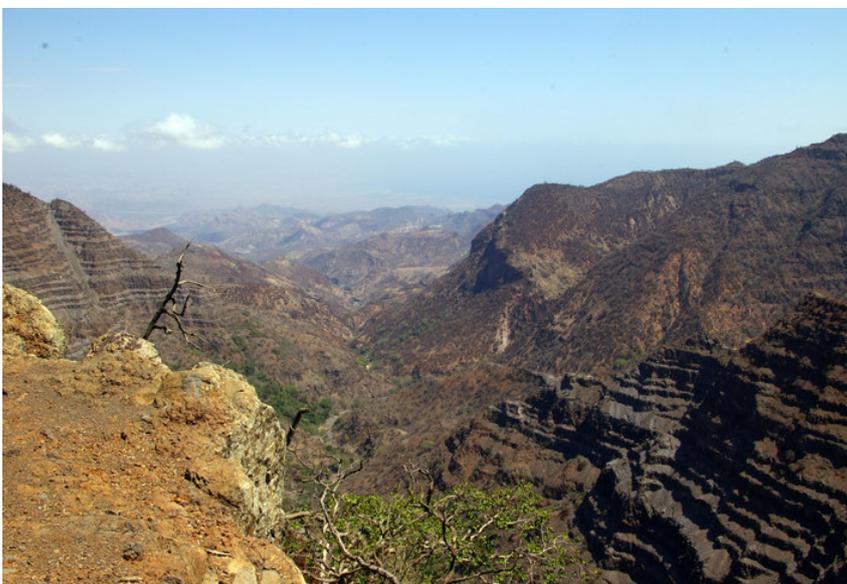
## La sécheresse, un des effets du changement climatique



Depuis quelques années, la Corne de l'Afrique subit une grave sécheresse, qui a nécessité des interventions d'urgence des États concernés et de la communauté internationale. A Djibouti, les populations pastorales sont parmi les plus touchées : elles ont vu leur cheptel se réduire au fil des mois.

Sans autre source de revenus, à l'exception toutefois des sommes d'argent envoyées par des membres de la famille partis travailler en ville, la vie quotidienne est synonyme de survie.

Dans les régions qui ne disposent pas de forages, l'approvisionnement en eau mobilise les femmes, qui doivent effectuer plusieurs kilomètres chaque jour sous un soleil de plomb. Les parcours de transhumance sont modifiés en raison de l'assèchement de nombreux points d'eau : les troupeaux ne trouvent plus suffisamment de nourriture à proximité des points d'eau encore alimentés. L'aide alimentaire est distribuée dans des conditions, semble-t-il, assez satisfaisantes. Mais toute perspective de développement durable est illusoire.



Les êtres humains souffrent, le bétail meurt et le capital traditionnel (i.e. le cheptel) s'amenuise. De plus, le couvert végétal disparaît. Dans la forêt du Day nombreux sont les arbres, centenaires parfois, qui meurent sur pied. Par endroit, les troncs desséchés des genévriers, dépourvus de toute feuille, laissent une impression de fin du monde... Le bétail n'y trouve plus la moindre pousse d'herbe à brouter. La biodiversité s'appauvrit. La faune sauvage se raréfie.

C'est toute la culture ancestrale des nomades qui s'appauvrit sous le double effet de la migration vers la capitale et de la sédentarisation des pasteurs.



Les régions du nord du pays, situées en zone montagneuse, sont difficiles d'accès. Les pistes très caillouteuses ne laissent passer que des véhicules 4x4 après de longues heures d'effort. L'isolement géographique complique la distribution de l'aide et les interventions d'urgence. Et pourtant les acteurs djiboutiens et la communauté internationale font fi de toutes ces difficultés non seulement pour apporter une aide alimentaire mais aussi pour conduire des projets d'aménagement. C'est en particulier le ministère de l'agriculture, via une UGP, qui, de concert avec les populations locales, prépare l'après sécheresse.

## La priorité : l'accès à l'eau



Des forages pourvoient aux besoins en eau dans certaines régions mais, outre les risques de panne et le coût de fonctionnement des pompes, ce type d'équipement ne peut satisfaire toute la demande. Aussi les Djiboutiens ont-ils eu une idée simple, qui est devenue une obsession : la récupération des eaux de surface. La pluviométrie est faible : quelques centaines de millimètres au mieux chaque année. Mais lorsqu'il pleut, l'eau s'évacue avec force par les oueds, créant des ravines et emportant le peu de terre arable. L'eau n'a pas le temps de s'infiltrer et d'alimenter suf-

fisamment la nappe et les bas-fonds.

Dès lors, il s'est agi d'échanger avec les populations pour définir avec elles les types de projets à réaliser et surtout la façon de le faire. Chacun sait qu'un projet conçu de « l'extérieur », réalisé avec les seuls moyens humains et matériels exogènes, sans le concours des bénéficiaires, est souvent voué à l'échec : « C'est le projet du Blanc ou du Fonctionnaire, ce n'est pas notre projet », entendons-nous dire fréquemment pour justifier le peu d'intérêt que les populations y accordent.

## La mobilisation de la population

Dans la région de Dorra, vaste région de pâturage qui compte 3000 familles, les services de l'agriculture appliquent le principe, si bien mis en pratique par les groupements villageois Naam, au nord ouest du Burkina Faso : le principe « AA ». Le paysan doit être « Auteur et Acteur de son projet ». L'intention est louable encore faut-il réussir la concertation et la mobilisation des populations. Faire comprendre que l'intérêt collectif servira à terme l'intérêt personnel. Surmonter les conflits qui peuvent exister entre familles



et clans. Trouver les bons médiateurs (les «go-between») qui ont la confiance des populations. Faire

adhérer les chefs traditionnels à de nouvelles formes de travail collectif. Cette phase d'approche, de concertation et de mobilisation est déterminante pour engager une dynamique de développement.



Certes les animateurs de ce processus s'appuient aussi sur le « Food for Work » pour inciter les populations à se mettre au service des projets. De toutes les façons, cette aide alimentaire serait distribuée mais on peut considérer que cette forme de distribution est plus intelligente : elle ne réduit pas le bénéficiaire à un statut d'assisté et elle constitue un levier pour mobiliser les forces vives.



Dès lors, si la mobilisation est maximale, tout est possible. Le stockage des eaux de pluie se fait grâce à des micro-barrages en gabions, le creusement de réservoirs et le traitement de ravines, qui permettra une meilleure infiltration de l'eau et la retenue des sédiments. Formées à la technique de confection des gabions, les populations participent activement aux chantiers.

A Dorra, un vaste ouvrage, débuté il y a deux ans, est en voie d'achèvement. Il permettra de stocker une grande quantité d'eau et ainsi d'assurer l'abreuvement des troupeaux, l'arrosage de plants d'arbres et même la culture de maïs fourrager. Il s'agira de commencer une association entre foresterie, culture et élevage. Cette réalisation exemplaire peut constituer un modèle pour d'autres régions.

## Alléger le travail des femmes

La prochaine étape devrait être la bonne gestion de la ressource en eau. Une certaine abondance fait toujours craindre un certain gaspillage. Un système de goutte à goutte remplacerait avantageusement l'arrosage à la main, en pleine journée, peu adapté aux régions chaudes.



De plus, l'allègement du travail des femmes est une donnée essentielle de la durabilité. Le transport de l'eau, sur des kilomètres, peut être effectué par des moyens (ânes, brouettes...) qui n'épuisent pas les femmes.

Là encore des solutions durables ont été éprouvées avec succès dans des pays du Sahel.

Les découvrir serait source d'inspiration pour mettre au point des solutions adaptées aux conditions climatiques et culturelles locales.



## Une forêt primaire en péril

La régénération de la forêt du Day est un autre défi que s'est fixé le ministère de l'agriculture. Située au nord du pays, en zone de moyenne montagne, cette région abrite 500 familles qui vivent principalement de l'élevage. Les hommes, les bêtes et la forêt ont beaucoup souffert de la faiblesse de la pluviosité. Et la situation est toujours critique : en trois mois, de juillet à septembre, les précipitations n'ont atteint que 20 mm.

Même si elles sont insuffisantes, les pluies forment

des torrents d'eau destructeurs pour les sols et la végétation : création de ravines, déracinement des arbres, érosion des terres. Aussi un vaste programme de conservation des eaux et des sols a-t-il été engagé. Micro-barrages, gabions, diguettes contribuent tous aux mêmes objectifs : ralentir l'écoulement de l'eau favorisant son infiltration et fixer les terres. Ces ouvrages sont réalisés avec le concours des populations qui en seront les bénéficiaires directs.





Autour des premiers ouvrages réalisés en 2010, les résultats sont visibles et très impressionnants. La terre arable a commencé à combler les ravines. Certains arbres ont retrouvé une certaine vigueur. La végétation repousse. Des efforts sont déployés en faveur de la reforestation réalisée principalement avec des essences endogènes. Dans les espaces déjà traités, la dégradation de la forêt est stoppée. Si les pluies sont suffisantes, la régénération de la forêt sera assurée.

Progressivement le projet touche de nouvelles parcelles de forêt. Les méthodes sont dorénavant bien éprouvées et la population sensibilisée à la protection de l'écosystème. Une convention a d'ailleurs été signée avec tous les clans concernés sur la bonne utilisation des ressources.



## L'eau, un bien rare à mieux gérer

Le chef de village confirme aussi tous les acquis du programme. Il souligne la dure réalité à laquelle les habitants font face. La sécheresse a commencé il y a dix ans ; les quatre dernières années ont été les plus critiques. Certains éleveurs ont perdu 90% de leur cheptel. Cela a entraîné un fort exode rural : une personne sur deux est partie vivre à Djibouti ville. Autrefois, l'eau était rare : une famille ne disposait que de 40 litres par jour. Maintenant, l'approvisionnement est assuré par un forage : « on n'a plus de problème ; on baigne dans l'eau », précise le chef. L'eau a permis de faire de petits jardins de cases.

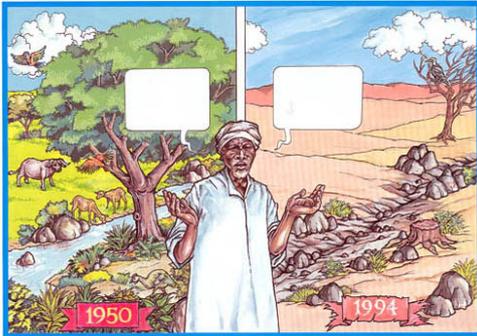
Mais l'utilisation un peu déraisonnée épuise la nappe. Sans doute serait-il nécessaire de mieux gérer la ressource, d'une part, en responsabilisant les utilisateurs et, d'autre part, en adoptant la technique du goutte à goutte pour l'arrosage.



Système d'arrosage au goutte à goutte au Maroc

## Investir dans l'éducation des jeunes

En marge des programmes de conservation des eaux et des sols, de replantation et de gestion durable des ressources du territoire, un volet éducation à l'eau et à l'environnement pourrait être créé, principalement en direction des enfants. Les services de l'éducation seraient mis à contribution pour éduquer les élèves à l'utilisation de l'eau, la qualité de celle-ci et ils seraient informés des gestes d'économie à adopter. De plus, l'école



pourrait devenir un lieu d'expérimentation : apprentissage à la culture maraîchère, à la foresterie, à la gestion de l'eau. Deux expériences, dont pourrait s'inspirer Djibouti, méritent d'être relevées.

D'une part, le Programme Formation Information sur l'Environnement, qui a touché plus de 8000 écoles dans neuf pays du Sahel. Il avait plusieurs composantes : formation de 16000 maîtres, élaboration de documents didactiques pour une utilisation collective, mise en pratique sur le terrain (sorte d'école modèle sur le plan environnemental).

D'autre part, l'école de Fezna, dans la province d'Errachidia, au Maroc, qui éduque les élèves à la protection de l'environnement en milieu oasien.

Les réalisations sont diverses : cours orientés sur ces questions, réalisation d'une pépinière, reboisement, petit maraîchage et rédaction d'un règlement propre à l'école. Toute infraction commise par un élève est relevée par un membre de la police de l'environnement de l'école, puis est jugée par un tribunal composé aussi d'élèves. Même si les sanctions sont symboliques, elles font évoluer les comportements de façon favorable.

## S'inspirer de bonnes pratiques

Ces quelques exemples plaident en faveur des échanges d'expériences Nord-Sud mais surtout Sud-Sud. Il est toujours riche d'enseignements de découvrir des expériences conduites avec succès dans d'autres régions et pays. Certes, il n'est pas question de copier ce qui se fait ailleurs –les conditions économiques, sociales, écologiques, culturelles et politiques étant diverses– mais d'analyser les processus qui ont conduit à ces réalisations. De même, certaines expériences menées à Djibouti présenteraient un grand intérêt pour des acteurs d'autres régions ou pays.

## La question de la communication

Force est de constater que Djibouti est peu présent sur le web. Or, ce media est la principale source d'information pour toute personne qui réside hors de Djibouti. Les actions menées par le ministère de l'agriculture, ainsi que d'autres acteurs du territoire, sont très largement méconnues. L'adoption d'une politique de communication (et pas seulement une action de « visibilité »), sur le plan international, servirait utilement le pays. Les directions des bailleurs de fonds, basées dans les grandes villes occidentales, gèrent leurs projets à travers leurs écrans d'ordinateurs. Elles s'alimentent de notes, de fiches d'actions et autres rapports qui sont souvent insuffisants pour appréhender des projets. Deux pistes pourraient être explorées, qui permettraient de valoriser les actions de terrain et les politiques menées : varier la présentation des projets (par exemple, documents animés, représentations systémiques) et diversifier les supports de communication (print, web, audio-visuel). Ces supports de communication seraient aussi d'une grande utilité pour les délégations qui participent à des réunions et sommets internationaux afin de mieux faire connaître les efforts engagés et les résultats obtenus.

## La voie vers la durabilité

La lutte contre la pauvreté, l'adaptation au changement climatique ou bien encore la réduction des inégalités économiques et sociales sont quelques-uns des défis que Djibouti devra relever au cours des prochaines décennies afin de léguer un pays viable aux prochaines générations. La formulation d'Objectifs de Développement Durable (ODD), esquissés lors de Rio+20 pourrait permettre de tracer une voie vers la durabilité.